



COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour le Syndicat National de l'Environnement FSU, l'éviction de Mme BATHO du gouvernement n'est que la conséquence de l'abandon par ce gouvernement de toute velléité de mener une politique environnementale courageuse et de réorienter ses politiques vers le développement durable.

Les coupes budgétaires annoncées en 2014 pour le ministère de l'écologie et pour ses opérateurs vont une nouvelle fois bouleverser le fonctionnement des services qui devront faire face à des diminutions d'effectifs bien supérieures au départ naturel. Ce sont des pans entiers de missions qui sont remis en cause.

Dans ce contexte, les politiques environnementales sont particulièrement touchées. . Il est complètement incohérent, en plein débat national sur la transition énergétique, de citer le principal opérateur (l'Ademe) comme première cible d'économie. Le prélèvement prévu pour le compte de l'Etat de 220 millions d'euros sur le budget des agences de l'eau, soit un peu plus de 10 %, ainsi que le plan triennal de réduction d'effectif, mettent à mal des politiques pourtant jugées prioritaires il y a à peine un an.

La création d'une Agence Française de la Biodiversité voulue par le Président de la République est aujourd'hui menacée. Les contraintes budgétaires d'une part et la pression du lobby cynégétique d'autre part, ont abouti à un projet incohérent et illisible qui, s'il était maintenu en l'état, relèverait d'une simple opération de communication.

La crise économique éclipse les crises écologiques et climatiques profondes que nous traversons. Elles n'en sont pourtant pas moins graves aujourd'hui qu'hier!! Mme BATHO, en défendant son budget face à cette réalité, n'a fait que son métier de ministre de l'écologie. Ce pourquoi elle a été remerciée!

Le SNE-FSU, fort de son expertise, défendra devant Philippe MARTIN la cohérence d'une politique de l'environnement et du développement durable et celle d'un service public dédié à ces missions d'intérêt intergénérationnel.